

Art. 4. In artikel 9, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "een aanslagbiljet van de Federale Overheidsdienst Financiën voor het laatste beschikbare belastingjaar" ingevoegd tussen de woorden "de ingaande en uitgaande factuurboeken" en de woorden ", enz."

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2019.

Art. 6. De Minister van Economie en de Minister van Tewerkstelling zijn belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 28 februari 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/11788]

4 AVRIL 2019. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 5 octobre 2018 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 5 octobre 2018 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 avril 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

C. FREMAULT

—
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2018-2019

A-815/1 Projet d'ordonnance

A-815/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 22 mars 2019.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/11788]

4 APRIL 2019. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 5 oktober 2018 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de financiering van de strategische spoorweginfrastructuren

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord van 5 oktober 2018 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de financiering van de strategische spoorweginfrastructuren.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 april 2019.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

—
Nota

Documenten van het Parlement:

Gewone zitting 2018-2019

A-815/1 Ontwerp van ordonnantie

A-815/2 Verslag

Integraal verslag:

Bespreking en aanneming: vergadering van vrijdag 22 maart 2019.

Annexe

Accord de coopération du 5 octobre 2018 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques

Vu la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92*bis*, inséré par la Loi spéciale du 8 août 1988 et modifié en dernier lieu par la Loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Considérant que les travaux d'infrastructure prévus dans l'accord de coopération du 11 octobre 2001 entre l'État, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la S.N.C.B. et relatifs à la mise en œuvre du projet RER ne sont pas encore terminés ;

Considérant le rapport de la Cour des comptes relatif à la mise en œuvre et financement du Réseau Express régional du 25 janvier 2017 ;

Considérant qu'un financement complémentaire au solde du Fonds RER est nécessaire pour achever l'ensemble des travaux du projet RER dans les meilleurs délais ;

Considérant la décision du Conseil des ministres du Gouvernement fédéral du 31 mars 2017 approuvant les notifications du contrôle budgétaire 2017 qui consacrent l'accord de principe sur la mise à disposition d'un milliard d'euros courants qui s'ajoutent aux sources de financement du solde du Fonds RER libre d'affectation, soit 73.444.980,79 euros à la date du 1^{er} janvier 2016, nécessaires à la finalisation des projets d'infrastructures RER tels que prévus dans l'accord de coopération du 11 octobre 2001 ainsi qu'à la réalisation d'autres projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des Régions. Ce dernier montant correspond au solde du fonds RER au 1^{er} janvier 2016, soit 228.443.739,19 euros, dont sont déduites les charges réelles de 2016 ainsi que le montant des travaux RER nécessaires prévu dans les plans d'investissement 2017-2020 de la SNCB et d'Infrabel, soit 154.998.758,40 euros ;

Considérant que la même décision du Conseil des ministres du Gouvernement fédéral retenait le principe de trois enveloppes à caractère régional pour la répartition des 1.073.444.980,79 euros courants, à savoir une enveloppe relative aux investissements à réaliser sur le territoire flamand, une enveloppe relative aux investissements à réaliser sur le territoire wallon et une enveloppe relative aux investissements hors clé de répartition, étant entendu que ces investissements seront réalisés dans les meilleurs délais ;

Considérant que ce montant d'un milliard d'euros courants ne peut faire l'objet de réductions budgétaires compte tenu de son utilité stratégique pour la mobilité des voyageurs et des marchandises en Belgique et qu'il s'agit d'une source de financement supplémentaire par rapport aux dotations d'investissement classiques de la SNCB et d'Infrabel ;

Considérant la décision du Conseil des ministres du 19 juillet 2013 d'accélérer les travaux du RER grâce à la réaffectation du préfinancement non activé de Gosselies et du reliquat du préfinancement de Louvain-la-Neuve suivie par la décision du gouvernement wallon du 7 novembre 2013, rappelée lors du Comité de Concertation du 24 février 2016, qui prend acte de la décision de la Région wallonne concernant l'utilisation des préfinancements non activés, autorisés dans le cadre de l'accord de coopération du 11 octobre 2001 précité et de la décision du Comité de Concertation du 7 décembre 2005, au profit de l'accélération des travaux RER en territoire wallon ; que le gouvernement wallon a ainsi demandé au Gouvernement fédéral de prendre en compte ce préfinancement comme un élément de réponse dans la recherche de modes de financement classiques ou alternatifs pour participer aux besoins complémentaires nécessaires à la finalisation du RER dans les meilleurs délais ;

Considérant que la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 autorise une ou plusieurs régions à financer de manière additionnelle les investissements visés à l'article 92*bis*, § 4*nonies*, de la même loi sur la base d'un accord de coopération ;

Considérant que les parties garantissent que les plans pluriannuels d'investissements et les plans stratégiques pluriannuels d'investissements de la SNCB et d'Infrabel satisfont aux conditions des articles 6, § 1^{er}, X, alinéa 1^{er}, 14^o et 92*bis*, § 4*nonies*, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réforme institutionnelle, à savoir qu'est autorisé « le financement additionnel d'investissements d'aménagement, d'adaptation ou de modernisation de lignes de chemin de fer, ainsi que des équipements complémentaires sur les points d'arrêts non gardés renforçant leur visibilité et leur intermodalité avec les transports publics, les modes actifs, les taxis et les voitures partagées, pour autant qu'ils soient réalisés en sus des investis-

sements repris dans un plan pluriannuel d'investissement effectivement doté, par l'autorité fédérale, de moyens suffisants pour assurer une offre de transport ferroviaire attractive, performante et efficacement interconnectée avec les autres modes de transport sur l'ensemble du territoire » ;

Considérant que toujours selon la même Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 92bis, § 4^{onies}, l'accord de coopération ne peut excéder l'échéance du plan stratégique pluriannuel d'investissements ;

Considérant qu'en vertu de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de ladite loi, l'accord de coopération, qui a reçu l'assentiment des Parlements concernés, peut prévoir que sa mise en œuvre sera assurée par des accords de coopération d'exécution ayant effet sans que l'assentiment par la loi ou le décret ne soit requis ;

Considérant que le présent accord rend possible des financements additionnels de la part des régions conformément à l'article 92bis, § 4^{onies} de la Loi spéciale de réforme institutionnelle du 8 août 1980 et prévoit que les modalités d'exécution desdits financements additionnels seront déterminées au moyen d'accords de coopération d'exécution conformément à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi précitée.

L'État belge, représenté par son gouvernement en la personne de Charles MICHEL, Premier ministre, établi rue de la Loi 16 à 1000 Bruxelles, et François BELLOT, Ministre de la Mobilité, établi rue Ernest Blérot 1 à 1070 Bruxelles ;

La Région flamande, représentée par son gouvernement en la personne de Geert BOURGEOIS, Ministre-Président du gouvernement flamand, établi place des Martyrs 19 à 1000 Bruxelles et Ben WEYTS, Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande, du Tourisme et du Bien-être animal, établi place des Martyrs 7 à 1000 Bruxelles ;

La Région wallonne, représentée par son gouvernement en la personne de Willy BORSUS, Ministre-Président du gouvernement wallon, établi rue de Mazy 25/27 à 5100 Jambes (Namur) et de Carlo Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings, établi chaussée de Louvain, 2 à 5000 Namur ;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son gouvernement en la personne de Rudi VERVOORT, Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, établi rue Ducale, 7-9 à 1000 Bruxelles et Pascal SMET, Ministre bruxellois de la Mobilité et des Travaux publics, établi boulevard Albert II 37 à 1030 Bruxelles.

Ci-après appelés les parties contractantes,

Exerçant conjointement leurs compétences propres, conviennent de ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} Dispositions générales

Article 1^{er}

Dans le cadre du présent accord, on entend par :

- 1° « Les parties » : l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 2° « Les plans pluriannuels d'investissement » : la programmation des investissements financés pour l'essentiel au moyen de la dotation d'investissement classique mise à disposition de la SNCB et d'Infrabel par l'État fédéral. Le plan pluriannuel d'investissement 2017-2020 d'Infrabel et le plan pluriannuel d'investissement 2018-2020 de la SNCB ont été approuvés par le Gouvernement fédéral le 15 juin 2018 ;
- 3° « Le plan stratégique pluriannuel d'investissement » : la programmation des investissements financés pour l'essentiel au moyen des moyens complémentaires par rapport aux dotations d'investissements d'Infrabel et de la SNCB mis à leur disposition par l'État fédéral afin d'achever le projet RER et d'investir dans des projets ferroviaires prioritaires. Le plan stratégique pluriannuel d'investissement 2018-2031 d'Infrabel et le plan stratégique pluriannuel d'investissement 2018-2031 de la SNCB ont été approuvés par le Gouvernement fédéral le 15 juin 2018 ;
- 4° « Le préfinancement régional » : la contribution de la Région wallonne pour le préfinancement des travaux des lignes 161 et 124 sur le territoire wallon en vue d'en accélérer l'exécution, conformément à la décision du gouvernement wallon du 7 novembre 2013, rappelée lors

du Comité de Concertation du 24 février 2016 ;

- 5° « Les financements additionnels des régions » : les financements régionaux additionnels afin de financer de manière additionnelle les investissements visés à l'article 92bis, § 4nonies de la loi de 8 août 1980 ;
- 6° « Comité de Concertation » : l'organe visé à l'article 31 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;
- 7° « Les projets ferroviaires prioritaires » : les projets ferroviaires, en dehors du projet RER, dont la réalisation est rendue possible au moyen du plan stratégique pluriannuel d'investissement. Ils sont constitués d'une part des projets prioritaires régionaux et d'autre part des projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions ;
- 8° « Projet ferroviaire prioritaire régional » : projet ferroviaire prioritaire de nature stratégique pour lequel les régions, chacune pour sa partie, peuvent prévoir un financement additionnel ;
- 9° « Les Projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions » : les projets ferroviaires prioritaires, en dehors du projet RER, réalisés exclusivement au moyen du financement fédéral ;
- 10° « Accord de coopération d'exécution » : accord concernant la collaboration structurelle et les modalités d'exécution et de suivi des projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions, de l'exécution et préfinancement partiel des travaux RER, et de l'exécution des travaux et financement additionnel des projets ferroviaires prioritaires régionaux. Pour les projets ferroviaires prioritaires régionaux, la collaboration financière et le suivi commun tenant compte des régions y sont aussi déterminés. Selon leur objet, ces accords d'exécution peuvent être bilatéraux ou multilatéraux ;
- 11° « Contrat d'exécution de projet » : contrat conclu entre d'une part la région, et le cas échéant, la personne morale de droit public concernée, qui assure le financement additionnel des projets ferroviaires prioritaire régionaux et d'autre part l'État fédéral, la SNCB et/ou Infrabel, qui fixe la description concrète, la collaboration opérationnelle, le financement et les modalités d'exécution (le planning inclus) d'un projet ferroviaire prioritaire régional.

CHAPITRE 2

Financement et répartition du financement des projets ferroviaires stratégiques

Article 2

1^{er}. Conformément à la décision du Conseil des ministres fédéral du 31 mars 2017 approuvant les notifications du contrôle budgétaire 2017, outre les 73.444.980,79 euros courants du fonds RER libres d'affectation, un milliard d'euros courants est attribué à la SNCB et à Infrabel pour, dans les budgets prévus ci-après, la réalisation des chantiers RER et la réalisation de certaines priorités sur le territoire des régions (y compris certains projets ferroviaires régionaux prioritaires), et ce au rythme nécessaire pour le bon et prompt déroulement des chantiers, à tout le moins dans le respect des plannings joints en annexe des accords de coopération d'exécution.

§ 2. Ce montant de 1.073.444.980,79 euros courants, est réparti comme suit :

- 1° Investissements en Région flamande : 448.396.261,58 euros courants ;
- 2° Investissements en Région wallonne : 298.930.841,05 euros courants ;
- 3° Investissements hors clé de répartition : 326.117.878,16 euros courants.

Ces 3 enveloppes sont ventilées comme suit :

- 1° Financement du RER :
 - a) Région flamande :
 - Clé de répartition : 77.147.517,81 euros courants ;
 - Hors clé de répartition : 179.552.767,20 euros courants ;
 - b) Région wallonne (clé de répartition) : 229.999.504,74 euros courants ;
 - c) Région bruxelloise (hors clé de répartition) : 127.417.517,54 euros courants.
- 2° Financement de projets ferroviaires prioritaires :
 - a) Région flamande : 371.248.743,77 euros courants ;
 - b) Région wallonne : 68.931.336,31 euros courants ;

c) Région bruxelloise : 19.147.593,42 euros courants.

§ 3. Un accord de coopération d'exécution relatif au RER est conclu et contient entre autres :

- 1° la description des travaux RER à réaliser ;
- 2° un planning par ligne relatives aux demandes d'autorisations administratives et permis requis selon les différentes réglementations ;
- 3° un planning par ligne pour les travaux mentionnant notamment la date de fin des travaux du RER pour la ligne 161 en 2029 et pour la ligne 124 en 2031.

§ 4. La liste synthétique des projets ferroviaires prioritaires, hors RER, est jointe en annexe 1^{re}.

La liste détaillée des projets ferroviaires stratégiques eu égard aux priorités sur le territoire des régions, leur description ainsi que leurs échéanciers figurent dans des accords de coopération d'exécution bilatéraux.

§ 5. La liste détaillée des projets ferroviaires prioritaires régionaux ainsi que leur description et leurs échéanciers figurent également dans des accords de coopération d'exécution bilatéraux. Les projets ferroviaires prioritaires régionaux font de plus l'objet de contrats d'exécution de projet.

§ 6. Les moyens financiers éventuellement obtenus de tiers (UE,...) et utilisés viennent en déduction des moyens prévus dans le présent article. Les moyens financiers ainsi libérés sont réaffectés à des projets ferroviaires à réaliser sur le territoire de la même région dans le respect de l'article 10, § 4.

§ 7. Les montants visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, découlent de l'application d'une clé de répartition budgétaire des investissements selon laquelle soixante pour cent de la somme de ces deux montants sont alloués à des travaux à réaliser sur le territoire de la Région flamande et quarante pour cent à des travaux à réaliser sur le territoire de la Région wallonne.

Les charges financières réelles des emprunts de préfinancement à conclure pour des travaux qui excéderaient la contribution régionale sont aussi imputables sur la part de la clé de répartition régionale de la région concernée.

La réalisation de cette clé de répartition régionale est évaluée tous les deux ans afin qu'elle soit respectée à la fin des travaux envisagés dans les accords de coopération d'exécution. Cette évaluation est présentée au comité de concertation

Au cas où l'évaluation de la clé de répartition régionale fait apparaître une déviation supérieure ou égale à cinq pour cent ou cinq millions d'euros par rapport à la clé de répartition calculée sur la base des montants cumulés planifiés des travaux tels que présentés en annexe 2, la SNCB et Infrabel, avec le ministre ayant ces entreprises dans ses attributions, proposent les mesures nécessaires pour assurer le retour aux montants cumulés planifiés des travaux dans un délai de trois ans.

Les mesures décidées par le Gouvernement fédéral sont présentées au comité de concertation.

La clé de répartition régionale ne s'applique pas aux travaux d'infrastructure sur les lignes 124 et 161 sur le territoire flamand et aux travaux de modernisation de ces lignes sur le territoire flamand, pour un montant total de 336.502.647,00 euros 2016.

Au 1^{er} janvier 2016, un montant de 150.805.308,69 euros 2016 a été affecté hors clé de répartition.

Le solde au 1^{er} janvier 2016 fixe, pour les travaux de mise à quatre voies encore à réaliser, un montant maximum de 185.697.338,31 euros 2016 dont 165.713.304,06 euros 2016 inclus dans le plan stratégique pluriannuel d'investissement et 19.984.034,25 euros 2016 dans le plan pluriannuel d'investissement d'Infrabel sur la période 2016-2020.

Les travaux dans les gares RER sur le territoire de la Région flamande tombent sous la clé de répartition de la Région flamande.

§ 8. Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3°, qui reprend une enveloppe de 326.117.878,16 euros courants, à laquelle la clé de répartition régionale vi-

sée au paragraphe 7 ne s'applique pas, contient :

- 1° les travaux situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 2° les travaux d'infrastructure sur les lignes 124 et 161 sur le territoire flamand hors clé de répartition et les travaux de modernisation de ces lignes sur le territoire flamand, comme indiqué ci-avant.

CHAPITRE 3 Engagements des parties

Article 3

Les parties s'engagent à assurer une offre de transport efficiente, attractive, performante et efficacement interconnectée avec les autres modes de transport et à assurer le maintien de l'ensemble du réseau en particulier pour les lignes à faible densité de population sans qu'aucun kilomètre de lignes ferrées nécessaires au trafic ne soit supprimé.

Le Gouvernement fédéral s'engage à prendre, le moment venu, les mesures nécessaires avec la SNCB, et dans le cadre du CEMM, pour que l'offre puisse être adaptée à chaque grande étape de mise en service de façon à tirer le meilleur parti des nouvelles infrastructures. Ceci requiert notamment pour le RER qu'une nouvelle étude article 13 soit réalisée en temps opportun.

Article 4

La liste des projets ferroviaires prioritaires, qui figurent dans l'annexe 1^{re} et dans l'annexe 1^{re} des accords de coopération d'exécution, est envoyée le plus vite possible par l'État fédéral à la SNCB et à Infrabel afin que les conseils d'administration des deux sociétés puissent reprendre intégralement ces projets ferroviaires prioritaires dans leur plan stratégique pluriannuel d'investissement respectif.

Article 5

1^{er}. La Région flamande s'engage à prévoir un financement additionnel maximal pour un montant total de cent millions d'euros courants pour la réalisation des onze projets ferroviaires prioritaires flamands, repris dans l'article 2, § 2, alinéa 2, 2^o, a), et en annexe 1.

§ 2. La Région wallonne s'engage à prévoir un financement additionnel maximal pour un montant total de 32,48 millions d'euros courants pour la réalisation des projets ferroviaires prioritaires wallons, repris dans l'article 2, § 2, alinéa 2, 2^o, b), et en annexe 1.

§ 3. Les financements additionnels régionaux visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont des financements additionnels en sus du financement fédéral visé dans le plan stratégique pluriannuel d'investissement de la SNCB et Infrabel. Ces financements additionnels n'ont pas d'influence sur la clé de répartition régionale.

§ 4. Les montants visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont affectés aux projets ferroviaires prioritaires régionaux de la région concernée qui assure le financement additionnel et peuvent seulement être utilisés pour la réalisation de ces projets.

§ 5. Sur la base des données fournies par Infrabel et la SNCB, le SPF Mobilité et Transports présente chaque année au Ministre fédéral de la Mobilité un rapport relatif à la proportionnalité entre les montants investis par l'État fédéral et ceux investis par les régions dans le cadre du financement additionnel visé aux paragraphes 1^{er} et 2.

Article 6

1^{er}. Le montant maximum à concurrence duquel une Région assurant un financement additionnel, contribue au financement d'un projet prioritaire régional est précisé dans un accord de coopération d'exécution bilatéral.

§ 2. L'État fédéral et la région qui assure le financement additionnel déterminent dans un accord de coopération d'exécution la manière suivant laquelle le financement additionnel et le projet ferroviaire prioritaire régional prennent forme.

Il peut être fait appel à un mode de financement alternatif pour la concrétisation et la réalisation des projets ferroviaires prioritaires régio-

naux à condition que ces financements alternatifs n'aient pas de conséquences sur l'endettement de l'État fédéral, de la SNCB ou d'Infrabel. Les principes de ce financement alternatif sont à chaque fois définis par projet.

§ 3. Les dispositions générales qui assurent le contrôle, la surveillance et le rapportage sur la réalisation d'un projet ferroviaire prioritaire régional, sont reprises dans un accord de coopération d'exécution ou dans un contrat d'exécution de projet.

Dans le contrat d'exécution de projet, sont définis les accords spécifiques du projet relatifs au contrôle, à la surveillance et au rapportage au niveau de chaque projet.

Article 7

Dans le cas où le financement de l'État fédéral visé à l'article 2, § 1^{er}, et le financement additionnel d'une région visé à l'article 5, §§ 1^{er} ou 2, se solde par un excédent significatif, l'excédent est utilisé pour le financement d'un autre projet ferroviaire de la région concernée, qui est repris dans le plan stratégique pluriannuel d'investissement. La désignation de ce projet se fait par un accord de coopération d'exécution.

Article 8

1^{er}. Conformément aux plannings des projets qui figurent dans les accords de coopération d'exécution, chaque région concernée met en œuvre tous les moyens nécessaires pour mener à bien les différentes procédures relatives aux demandes d'autorisations administratives et permis requis selon les différentes réglementations ressortant de leurs compétences dans les délais légaux prévus à cet effet.

La liste des permis à obtenir ainsi qu'une indication du délai d'introduction de demande et le délai légal d'obtention est reprise dans les accords de coopération d'exécution.

§ 2. Dans le cas où une requalification urbanistique est nécessaire afin de respecter les engagements de cet accord, les régions s'engagent à entamer dans les plus brefs délais les procédures nécessaires, tout en respectant les dispositions réglementaires qui sont d'application.

§ 3. Si les autorisations visées à l'article 8, § 1^{er}, pour le projet RER ne sont pas délivrées dans des délais raisonnables pour des raisons imputables aux administrations régionales, ou si des éléments suffisants indiquent un risque sérieux lié à ce traitement administratif, le ministre de l'aménagement du territoire concerné expose les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la situation, lors d'une réunion du CEMM, tel que prévu dans le chapitre 2 de l'accord de coopération du 11 octobre 2001 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la S.N.C.B.

Article 9

Le Gouvernement fédéral s'engage à ce que la SNCB et Infrabel introduisent le plus rapidement possible, auprès des autorités régionales compétentes, les dossiers relatifs aux demandes d'autorisations administratives et de permis nécessaires à la réalisation des projets visés par le présent accord conformément au planning joint aux accords de coopération d'exécution.

Article 10

1^{er}. Le Gouvernement fédéral s'engage à ce que la SNCB et Infrabel réalisent, dans le respect des conditions convenues, l'ensemble des travaux RER dans et autour de Bruxelles prévus dans l'accord de coopération d'exécution correspondant, et dont le financement est prévu aux articles 2 et 11, §§ 1^{er} et 2.

§ 2. Le Gouvernement fédéral s'engage à ce que la SNCB et Infrabel réalisent l'ensemble des projets ferroviaires prioritaires dans la limite du financement fédéral prévu, tel que figurant à l'annexe 1^{re} et dont le financement est prévu aux articles 2 et 11, §§ 1^{er} et 2.

Le Gouvernement fédéral s'engage à ce que la SNCB et Infrabel réalisent l'ensemble des projets ferroviaires prioritaires régionaux et travaux, dans la limite du financement régional prévu, qui font l'objet d'un financement additionnel par les régions, tel que prévu aux articles 5, §§ 1^{er} et 2, et 12.

§ 3. Le ministre fédéral chargé de la mobilité affecte, dans le respect des enveloppes fixées à l'article 2, les réserves budgétaires à certains dépassements budgétaires qui apparaissent lors de la réalisation de ces investissements.

§ 4. En cas d'apparition d'écarts significatifs par rapport aux prévisions, des accords de coopération d'exécution complémentaires sont conclus de façon à préserver au maximum les objectifs visés dans le respect des enveloppes régionales et une prompte réalisation des travaux.

§ 5. Si les mesures correctives ne concernent que l'État fédéral et une seule région l'accord de coopération complémentaire peut être bilatéral.

CHAPITRE 4 Préfinancement régional

Article 11

1^{er}. Les montants non encore activés relatifs au préfinancement wallon du projet « Gosselies » et au reliquat du préfinancement wallon du projet « Louvain-la-Neuve », pour un total de 255.430.412,37 euros 2016, qui sont visés par la décision du Conseil des ministres du 19 juillet 2013 suivie par la décision du Gouvernement wallon du 7 novembre 2013 rappelée lors du Comité de Concertation du 24 février 2016, sont utilisés respectivement par Infrabel (202.318.030,23 euros 2016) et la SNCB (53.112.382,11 euros 2016) pour financer les travaux RER en Wallonie couverts par le présent accord de coopération.

§ 2. Le préfinancement à charge de la Région wallonne pour l'accélération de ces travaux consiste à supporter les charges d'intérêts des emprunts qui seront effectivement contractés respectivement par la SNCB et Infrabel, chacune pour leur partie, pour la réalisation des travaux concernés et ce à concurrence d'un montant maximum de 25.289.850,84 euros courants, soit respectivement 20,33 millions d'euros courants pour le préfinancement de Gosselies en 4.959.850,84 euros courants pour le solde du préfinancement de Louvain-la-Neuve. Les emprunts seront conclus par la SNCB et Infrabel aux meilleures conditions du marché et après accord de la Région wallonne et de l'État fédéral. Ils seront activés, en fonction des besoins réels.

§ 3. Un accord de coopération d'exécution du présent accord est à conclure entre l'État fédéral et la Région wallonne au sujet des modalités de ce préfinancement, ce qui inclut la fixation des modalités de paiement de la contribution de la Région, les conséquences d'un retard de paiement, les causes de révision du contrat de financement et les modalités de contrôle que la Région peut exercer sur l'avancement des travaux.

Ces deux parties peuvent également, selon le cas, décider de conclure directement avec l'entreprise publique concernée un contrat de préfinancement ou un avenant au contrat de préfinancement existant. Les montants préfinancés et les intérêts non couverts par la région sont remboursés par l'État fédéral à charge des dotations classiques.

§ 4. Les montants visés aux paragraphes 1^{er} et 2 ne sont pas inclus dans la clé de répartition visée à l'article 2. Par contre, les remboursements de ces préfinancements (partie capital et intérêts non couverts par la région) sont gérés dans le cadre des programmes annuels d'investissement de la SNCB et d'Infrabel.

CHAPITRE 5 Financement additionnel

Article 12

Conformément à l'article 92bis, § 4nonies, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, un ou plusieurs accords de coopération d'exécution peuvent être conclus entre les parties lorsqu'une ou plusieurs régions souhaitent financer de manière additionnelle les investissements visés à l'article 92bis, § 4nonies, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Les accords de coopération d'exécution par rapport au financement additionnel mentionné dans le premier alinéa, doivent être signés le même jour que l'accord de coopération définitif en ce qui concerne l'accord de coopération d'exécution RER, l'accord de coopération d'exécution pour les projets ferroviaire prioritaire flamands et l'accord de coopération d'exécution pour les projets ferroviaire stratégique eu

égard aux priorités sur le territoire de la Région flamande.

CHAPITRE 6 Durée de l'accord de coopération

Article 13

Conformément l'article 92bis, § 4^{nonies}, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, cet accord de coopération est conclu pour la durée des plans stratégiques pluriannuel d'investissement, visés à l'annexe 2.

L'engagement des Régions de mettre à disposition les montants prévus dans le présent accord de coopération peut perdurer au-delà de la durée de cet accord si les travaux entamés pendant cette période ne sont pas achevés et selon les modalités convenues entre l'État fédéral et la région concernée dans le cadre de l'accord de coopération d'exécution.

La partie des préfinancements des régions qui n'est pas utilisée au moment où le présent accord cesse ses effets peut être utilisée pour couvrir la charge d'intérêt des emprunts aussi longtemps que nécessaire.

CHAPITRE 7 Dispositions finales

Article 14

Les parties aux contrats d'exécution de projet peuvent dans le cadre de ces contrats conclure des transferts de terrains et de biens immobiliers nécessaires à l'exécution des contrats.

Article 15

Les litiges entre les parties nés de l'interprétation et de l'exécution du présent accord sont tranchés par une juridiction telle que visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Article 16

Le présent accord lie les parties le jour suivant l'assentiment des Chambres fédérales, du Parlement flamand, du Parlement wallon et du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

À cet effet, chaque partie soumet le présent accord à son Parlement en vue d'obtenir son assentiment.

Les annexes 1 et 2 font partie intégrante de cet accord de coopération.

Fait à Bruxelles, en quatre exemplaires, dont chaque partie contractante déclare en avoir reçu un, le 5 octobre 2018.

Le Premier ministre,

Ch. MICHEL

Le Ministre de la Mobilité,

Fr. BELLOT

Le Ministre-Président du gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande, du Tourisme et du Bien-être animal,

B. WEYTS

Le Ministre-Président du gouvernement wallon,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. VERVOORT

Le Ministre bruxellois des Travaux publics et des Transports,

P. SMET

Bijlage

Samenwerkingsakkoord van 5 oktober 2018 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de financiering van de strategische spoorweginfrastructuren

Gelet op de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis, ingevoegd bij de Bijzondere wet van 8 augustus 1988 en laatst gewijzigd bij de Bijzondere wet van 6 januari 2014 ;

Overwegende dat de infrastructuurwerken zoals voorzien in het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 tussen de federale Staat, het Vlaamse, het Waalse en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende het meerjarig investeringsplan 2001-2012 van de N.M.B.S en betreffende de uitvoering van het GEN-project nog niet afgerond zijn ;

Overwegende het rapport van het Rekenhof betreffende de invoering en financiering van het Gewestelijk Expresnet van 25 januari 2017 ;

Overwegende dat een financiering bovenop het saldo van het GEN-Fonds noodzakelijk is om het geheel van de werken van het GEN-project te voltooien binnen een zo kort mogelijke termijn ;

Overwegende de beslissing van de federale Ministerraad van 31 maart 2017 tot goedkeuring van de notificaties van de budgettaire controle 2017 die een principiële akkoord wijden aan de terbeschikkingstelling van een miljard courante euro die bovenop de financieringsbronnen komen van het saldo van het GEN-Fonds dat vrij is om te besteden op datum van 1 januari 2016, zijnde 73.444.980,79 euro, en die noodzakelijk zijn voor de voltooiing van de GEN-infrastructuurprojecten zoals voorzien in het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 alsook voor de uitvoering van andere strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten. Laatstgenoemd bedrag komt overeen met het saldo van het GEN-Fonds op 1 januari 2016, namelijk 228.443.739,19 euro, waarvan het bedrag van de werkelijke lasten voor 2016 eveneens van de noodzakelijke werken van het GEN zoals voorzien in de investeringsplannen 2017-2020 van de NMBS en van Infrabel in mindering is gebracht, namelijk 154.998.758,40 euro ;

Overwegende dat diezelfde beslissing van de Ministerraad het principe van drie enveloppes van gewestelijke aard vastgelegd heeft voor de verdeling van 1.073.444.980,79 courante euro, met name een enveloppe betreffende investeringen uit te voeren op Vlaams grondgebied, een enveloppe betreffende investeringen uit te voeren op Waals grondgebied en een enveloppe betreffende investeringen buiten de verdeelsleutel, met dien verstande dat deze investeringen zullen gerealiseerde worden binnen een zo kort mogelijke termijn ;

Overwegende dat dit bedrag van één miljard courante euro geen voorwerp kan zijn van een begrotingsvermindering gelet op het strategische belang ervan voor de mobiliteit van reizigers en van goederen in België en dat het gaat om een bijkomende financieringsbron in vergelijking met de klassieke investeringsdotaties van de NMBS en van Infrabel ;

Overwegende de beslissing van de Ministerraad van 19 juli 2013 teneinde de GEN-werken te versnellen dankzij de heroriëntatie van de niet-geactiveerde prefinanciering van Gosselies en van het prefinancieringssaldo van Louvain-la-Neuve gevolgd door de beslissing van de Waalse regering van 7 november 2013, herhaald tijdens het Overlegcomité van 24 februari 2016, die akte neemt van het voorstel van het Waalse Gewest betreffende het gebruik van de niet-geactiveerde prefinancieringen, toegekend in het kader van bovengenoemd samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 en de beslissing van het Overlegcomité van 7 december 2005, ten gunste van de GEN-werken op Waals grondgebied ; dat de Waalse regering aan de federale regering gevraagd heeft deze prefinanciering in aanmerking te nemen als een element van antwoord in de zoektocht naar klassieke of alternatieve financieringsmogelijkheden teneinde te kunnen beantwoorden aan de bijkomende behoeften noodzakelijk voor de voltooiing van het GEN-project binnen een zo kort mogelijke termijn ;

Overwegende dat de Bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 één of meerdere gewesten machtigt om de investeringen overeenkomstig artikel 92bis, § 4nonies, van dezelfde wet bijkomend te financieren op basis van een samenwerkingsakkoord ;

Overwegende dat de partijen verzekeren dat de meerjareninvesteringsplannen en de strategische meerjareninvesteringsplannen van de NMBS en van Infrabel voldoen aan de voorwaarden van artikelen 6, § 1, X, eerste lid, 14° en 92bis, § 4nonies, van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name dat « de bijkomende financiering voor investeringen in de aanleg, aanpassing of modernisering van de spoorlijnen, alsook van de bijkomende uitrusting op de onbewaakte stopplaatsen, om hun zichtbaarheid en intermodaliteit

met openbaar vervoer, actieve vervoerswijzen, taxi's en autodelen te verbeteren voor zover deze verder gaan dan de investeringen die voorzien zijn in een meerjareninvesteringsplan dat effectief in voldoende financiering door de federale overheid voorziet teneinde een aantrekkelijk en performant aanbod voor het spoorvervoer dat goed aansluit op de andere vervoermiddelen te verzekeren op het gehele grondgebied » is toegestaan ;

Overwegende dat nog altijd volgens dezelfde Bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 92*bis*, § 4*onies*, het samenwerkingsakkoord de vervaldatum van het strategisch meerjareninvesteringsplan niet mag overschrijden ;

Overwegende dat krachtens het artikel 92*bis*, § 1, derde lid, van dezelfde wet, het samenwerkingsakkoord, dat de instemming heeft gekregen van de betrokken Parlementen, kan voorzien dat de uitvoering ervan zal worden verzekerd door uitvoerende samenwerkingsakkoorden die gelden zonder dat de instemming bij wet of decreet vereist is ;

Overwegende dat dit akkoord de mogelijkheid biedt tot bijkomende financieringen door de gewesten overeenkomstig artikel 92*bis*, § 4*onies* van de Bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en voorziet dat de modaliteiten van deze bijkomende financieringen zullen bepaald worden door middel van uitvoerende samenwerkingsakkoorden overeenkomstig artikel 92*bis*, § 1, derde lid van bovengenoemde wet.

De Belgische Staat, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Charles MICHEL, Eerste minister, gevestigd te 1000 Brussel, Wetstraat 16, en François BELLOT, Minister van Mobiliteit gevestigd te 1070 Brussel, Ernest Blerotstraat 1 ;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Geert BOURGEOIS, Minister-President van de Vlaamse regering gevestigd te 1000 Brussel, Martelaarsplein 19 en Ben WEYTS, Vlaams Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn gevestigd te 1000 Brussel, Martelaarsplein 7 ;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Willy BORSUS, Minister-President van de Waalse regering gevestigd te 5100 Jambes (Namen), Mazystraat 25/27, en Carlo Di Antonio, Minister van Leefmilieu, Ecologische Transitie, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industrie, gevestigd te 5000 Namen, Leuvensesteenweg 2 ;

Het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Rudi VERVOORT, Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, gevestigd te 1000 Brussel, Hertogstraat 7-9 en Pascal SMET, Brusselse Minister van Mobiliteit en Openbare Werken gevestigd te 1030 Brussel, Koning Albert II-laan 37.

Hierna de contracterende partijen genoemd,

Gezamenlijk hun eigen bevoegdheden uitoefenend, komen overeen wat volgt :

HOOFDSTUK 1 Algemene bepalingen

Artikel 1

In het kader van dit akkoord wordt verstaan onder :

- 1° « De partijen » : de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest ;
- 2° « De meerjareninvesteringsplannen » : de programmering van de investeringen die voornamelijk gefinancierd worden middels de klassieke investeringsdotatie die door de federale Staat ter beschikking worden gesteld van de NMBS en van Infrabel. Het meerjareninvesteringsplan 2017-2020 van Infrabel en het meerjareninvesteringsplan 2018-2020 van de NMBS werden door de federale regering op 15 juni 2018 goedgekeurd ;
- 3° « Het strategisch meerjareninvesteringsplan » : de programmering van de investeringen die voornamelijk gefinancierd worden middels de bijkomende middelen t.o.v. de investeringsdotaties van Infrabel en van de NMBS die door de federale Staat ter beschikking worden gesteld teneinde het GEN-project te voltooien en te investeren in prioritaire spoorwegprojecten. Het strategisch meerjareninvesteringsplan 2018-2031 van Infrabel en het strategisch meerjareninvesteringsplan 2018-2031 van de NMBS werden door de federale regering op 15 juni 2018

goedgekeurd ;

- 4° « De gewestelijke prefinanciering » : de bijdrage van het Waalse Gewest voor de prefinanciering van de werken op de spoorlijnen 161 en 124 op het Waals grondgebied met het oog op het versnellen van de uitvoering ervan, conform de beslissing van de Waalse Regering van 7 november 2013, herhaald tijdens het Overlegcomité van 24 februari 2016 ;
- 5° « De bijkomende financieringen van de gewesten » : de bijkomende gewestelijke financieringen teneinde de investeringen zoals voorzien in artikel 92bis, § 4nonies van de wet van 8 augustus 1980, te financieren ;
- 6° « Overlegcomité » : het orgaan bedoeld in artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ;
- 7° « De prioritaire spoorwegprojecten » : de spoorwegprojecten, buiten het GEN-project, waarvan de realisatie mogelijk gemaakt wordt middels het strategisch meerjareninvesteringsplan. Deze zijn samengesteld uit enerzijds de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten en anderzijds de strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten ;
- 8° « Gewestelijk prioritair spoorwegproject » : prioritair spoorwegproject van strategische aard waarvoor de gewesten, elk wat hen betreft, in bijkomende financiering kunnen voorzien ;
- 9° « De strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten » : de prioritaire spoorwegprojecten, buiten het GEN-project, uitsluitend uitgevoerd middels de federale financiering ;
- 10° « Uitvoerend samenwerkingsakkoord » : akkoord aangaande de structurele samenwerking en de modaliteiten van uitvoering en opvolging van de strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten, van de uitvoering en gedeeltelijke prefinanciering van de GEN-werken, en van uitvoering van de werken en bijkomende financiering inzake de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten. Voor de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten worden ook de financiële samenwerking en de gezamenlijke opvolging rekening houdend met de inbreng van de gewesten bepaald. Naargelang het voorwerp, kunnen deze uitvoeringsakkoorden bilateraal of multilateraal zijn ;
- 11° « Projectgebonden uitvoeringscontract » : contract gesloten tussen enerzijds het gewest, en desgevallend, haar betrokken publiekrechtelijke rechtspersoon, dat instaat voor de bijkomende financiering van gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten, en anderzijds de federale Staat, de NMBS en/of Infrabel, dat de concrete omschrijving, de operationele samenwerking, de financiering en de uitvoeringsmodaliteiten (inclusief de planning) van een gewestelijk prioritair spoorwegproject vastlegt.

HOOFDSTUK 2

Financiering en verdeling van de financiering van de strategische spoorwegprojecten

Artikel 2

1. Overeenkomstig de beslissing van de federale Ministerraad van 31 maart 2017 om de notificaties van de budgettaire controle 2017 goed te keuren, wordt, bovenop de 73.444.980,79 courante euro van het GEN-Fonds dat vrij te besteden is, één miljard courante euro toegekend aan de NMBS en aan Infrabel om, binnen de budgetten zoals hieronder voorzien, te gebruiken voor de uitvoering van de GEN-werven en de uitvoering van bepaalde prioriteiten op het grondgebied van de gewesten (inclusief bepaalde gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten), en dit volgens een tempo dat noodzakelijk is voor een goed en vlot verloop van de werven en dit op zijn minst met eerbiediging van de plannen die als bijlage toegevoegd zijn bij de uitvoerende samenwerkingsakkoorden.

§ 2. Dit bedrag van 1.073.444.980,79 courante euro wordt verdeeld als volgt :

- 1° Investerings in het Vlaamse Gewest : 448.396.261,58 courante euro ;
- 2° Investerings in het Waalse Gewest : 298.930.841,05 courante euro ;
- 3° Investerings buiten de verdeelsleutel : 326.117.878,16 courante euro.

Deze 3 enveloppes worden als volgt uitgesplitst :

- 1° Financiering van het GEN :
- a) Vlaamse Gewest :
- Verdeelsleutel : 77.147.517,81 courante euro ;
 - Buiten de verdeelsleutel : 179.552.767,20 courante euro ;
- b) Waalse Gewest (verdeelsleutel) : 229.999.504,74 courante euro ;
- c) Brusselse Hoofdstedelijke Gewest (buiten de verdeelsleutel) : 127.417.517,54 courante euro.

2° Financiering van de prioritaire spoorwegprojecten :

- a) Vlaamse Gewest : 371.248.743,77 courante euro ;
- b) Waalse Gewest : 68.931.336,31 courante euro ;
- c) Brusselse Hoofdstedelijke Gewest : 19.147.593,42 courante euro.

§ 3. Een uitvoerend samenwerkingsakkoord betreffende het GEN wordt afgesloten en bevat onder andere het volgende :

1° de beschrijving van de uit te voeren GEN-werken ;

2° een planning per lijn betreffende de administratieve toelatingen en vergunningsaanvragen, die vereist zijn volgens de verschillende reglementeringen ;

3° een planning per lijn voor wat betreft de werken met in het bijzonder de vermelding van de einddatum van de GEN-werken voor de lijn 161 in 2029 en voor de lijn 124 in 2031.

§ 4. De syntheseslijst van de prioritaire spoorwegprojecten, buiten GEN, is gevoegd als bijlage 1.

De gedetailleerde lijst van de strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van de gewesten, hun beschrijving en hun planning staan vermeld in bilaterale uitvoerende samenwerkingsakkoorden.

§ 5. De gedetailleerde lijst van de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten alsook hun beschrijving en hun planning staan eveneens vermeld in bilaterale uitvoerende samenwerkingsakkoorden. De gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten maken bovendien het voorwerp uit van projectgebonden uitvoeringscontracten.

§ 6. De financiële middelen die eventueel bekomen en effectief aangewend worden via derden (EU,...), worden in mindering gebracht van de voorziene middelen in dit artikel. De op deze manier vrijgemaakte financiële middelen worden opnieuw toegewezen aan spoorwegprojecten uit te voeren op het grondgebied van datzelfde gewest met eerbiediging van het artikel 10, § 4.

§ 7. De bedragen bedoeld in de tweede paragraaf, eerste lid, 1° en 2°, vloeien voort uit de toepassing van een budgettaire verdeelsleutel van investeringen volgens dewelke zestig procent van de som van deze twee bedragen toegewezen wordt aan werken te realiseren op het grondgebied van het Vlaamse Gewest en veertig procent toegewezen wordt aan werken te realiseren op het grondgebied van het Waalse Gewest.

De werkelijke financiële lasten van de leningen gekoppeld aan de prefinanciering af te sluiten voor werken die de gewestelijke bijdrage overstijgen zijn ook toe te wijzen aan het deel van de gewestelijke verdeelsleutel van het betrokken gewest.

De realisatie van deze regionale verdeelsleutel wordt elke twee jaar geëvalueerd opdat deze bij het beëindigen van de in de uitvoerende samenwerkingsakkoorden beoogde werken zou gerespecteerd zijn. Deze evaluatie wordt voorgesteld aan het overlegcomité.

Indien de evaluatie van de gewestelijke verdeelsleutel een afwijking vertoont van vijf procent of vijf miljoen euro, of meer, tegenover de verdeelsleutel die werd berekend op basis van de geplande gecumuleerde bedragen van de werken zoals opgenomen in bijlage 2, worden door de NMBS en Infrabel, samen met de minister bevoegd voor deze ondernemingen, de nodige maatregelen voorgesteld om binnen een termijn van drie jaar opnieuw de geplande gecumuleerde bedragen van de werken te halen.

De maatregelen die beslist worden door de federale regering worden voorgesteld aan het overlegcomité.

De gewestelijke verdeelsleutel is niet van toepassing op de infrastructuurwerken op de lijnen 124 en 161 op het Vlaams grondgebied en de moderniseringswerken van deze lijnen op het Vlaams grondgebied voor een totaal bedrag van 336.502.647,00 euro 2016.

Op datum van 1 januari 2016 is een bedrag van 150.805.308,69 euro 2016 aangewend buiten de verdeelsleutel.

Het saldo op 1 januari 2016 legt een maximum bedrag van 185.697.338,31 euro 2016 vast voor de nog te realiseren werken betreffende het op vier sporen brengen, waarvan 165.713.304,06 euro 2016 opgenomen in het strategisch meerjareninvesteringsplan en 19.984.034,25 euro 2016 in het meerjareninvesteringsplan van Infrabel voor de periode 2016-2020.

De werken in de GEN-stations op het grondgebied van het Vlaamse Gewest vallen onder de verdeelsleutel van het Vlaamse Gewest.

§ 8. De paragraaf 2, eerste lid, 3°, dat een enveloppe van 326.117.878,16 courante euro vermeldt waarop de regionale verdeelsleutel bedoeld in paragraaf 7 niet van toepassing is, bevat :

- 1° de werken gesitueerd op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest ;
- 2° de infrastructuurwerken op de lijnen 124 en 161 op het Vlaams grondgebied, buiten verdeelsleutel, en de moderniseringswerken van deze lijnen op het Vlaams grondgebied, zoals hierboven aangegeven.

HOOFDSTUK 3

Verbintenissen tussen de partijen

Artikel 3

De partijen engageren zich om een efficiënt, aantrekkelijk en performant openbaar vervoer te garanderen, dat op een efficiënte manier verbonden is met de andere vervoersmodi en teneinde de instandhouding van het geheel van het netwerk te verzekeren, in het bijzonder voor de lijnen met een beperkte bevolkingsdichtheid zonder dat een kilometer van de sporen nodig voor de trafiek afgeschafte wordt.

De federale regering engageert zich ertoe om, te zijner tijd, samen met de NMBS, en binnen het kader van het ECMM, de noodzakelijke maatregelen te nemen opdat het aanbod bij elke grote stap tot indienststelling aangepast kan worden, en dit op zo'n manier dat de nieuwe infrastructuur zo goed als mogelijk ingezet worden. Dit vereist dat er met name voor het GEN een nieuwe studie artikel 13 gerealiseerd moet worden te gelegener tijd.

Artikel 4

De lijst van de prioritaire spoorwegprojecten, die in bijlage 1 vermeld zijn en in bijlage 1 van de uitvoerende samenwerkingsakkoorden, wordt door de federale Staat zo snel als mogelijk verstuurd naar de NMBS en naar Infrabel zodoende de raden van bestuur van beide vennootschappen toe te laten deze prioritaire spoorwegprojecten integraal op te nemen in hun respectievelijk strategisch meerjareninvesteringsplan.

Artikel 5

1. Het Vlaamse Gewest verbindt zich ertoe om voor de uitvoering van de elf Vlaamse prioritaire spoorwegprojecten, vermeld in artikel 2, § 2, tweede lid, 2°, a), en in bijlage 1, te voorzien in een maximale bijkomende financiering voor een totaal bedrag van honderd miljoen courante euro.

§ 2. Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe om voor de uitvoering van de Waalse prioritaire spoorwegprojecten, vermeld in artikel 2, § 2, tweede lid, 2°, b), en in bijlage 1, te voorzien in een maximale bijkomende financiering voor een totaal bedrag van 32,48 miljoen courante euro.

§ 3. De gewestelijke bijkomende financieringen bedoeld in paragrafen 1 en 2 zijn bijkomende financieringen bovenop de federale financiering bedoeld in het strategische meerjareninvesteringsplan van de NMBS en van Infrabel. Deze bijkomende financieringen hebben geen invloed op de gewestelijke verdeelsleutel.

§ 4. De bedragen bedoeld in paragrafen 1 en 2 worden aangewend voor de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten van het betrokken gewest dat instaat voor de bijkomende financiering en kunnen enkel voor de uitvoering van deze projecten worden gebruikt.

§ 5. Op basis van de gegevens aangeleverd door Infrabel en de NMBS, presenteert de FOD Mobiliteit en Vervoer jaarlijks aan de federale Minister van Mobiliteit een rapport betreffende de proportionaliteit tussen de door de federale Staat geïnvesteerde bedragen en de bedragen geïnvesteerd door de gewesten i.h.k.v. de bijkomende financiering, zoals voorzien in de paragrafen 1 en 2.

Artikel 6

1. Het maximaal bedrag dat een gewest dat instaat voor de bijkomende financiering, bijdraagt tot de financiering van een gewestelijk prioritaire spoorwegproject wordt opgenomen in een bilateraal uitvoerend samenwerkingsakkoord.

§ 2. De federale Staat en het gewest dat instaat voor de bijkomende financiering bepalen in een uitvoerend samenwerkingsakkoord de wijze waarop er vorm wordt gegeven aan de bijkomende financiering en het gewestelijk prioritair spoorwegproject.

Voor de concretisering en de uitvoering van de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten kan gebruik gemaakt worden van een alternatieve financieringswijze, op voorwaarde dat deze alternatieve financieringen geen gevolgen hebben voor de schuldspositie van de federale Staat, van de NMBS of van Infrabel. De principes van die alternatieve financiering worden telkens per project uitgewerkt.

§ 3. De algemene bepalingen die de controle, het toezicht op en de rapportering over de uitvoering van een gewestelijk prioritair spoorwegproject verzekeren, worden opgenomen in een uitvoerend samenwerkingsakkoord of in een projectgebonden uitvoeringscontract.

In het projectgebonden uitvoeringscontract worden de projectspecifieke afspraken over de controle, het toezicht en de rapportering op niveau van elk project uitgewerkt.

Artikel 7

Indien de financiering van de federale Staat bedoeld in artikel 2, § 1, en de aanvullende financiering van een gewest bedoeld in artikel 5, §§ 1 of 2, een significant overschot zou vertonen, dan wordt dit overschot gebruikt voor de financiering van een ander spoorwegproject van het betrokken gewest, dat opgenomen is in het strategisch meerjareninvesteringsplan. De benoeming van dit project geschiedt via een uitvoerend samenwerkingsakkoord.

Artikel 8

1. Conform de plannings van de projecten die opgenomen zijn in de uitvoerende samenwerkingsakkoorden, doet elk betrokken gewest beroep op alle noodzakelijke middelen teneinde de verschillende procedures betreffende de administratieve toelatingen en vergunningsaanvragen die vereist zijn volgens de verschillende reglementeringen die onder hun bevoegdheid vallen binnen de hiertoe voorziene wettelijke termijnen af te handelen.

De lijst van de te bekomen vergunningen alsook een indicatie van de termijnen voor de indiening ervan en voor het bekomen van de vergunning wordt opgenomen in de uitvoerende samenwerkingsakkoorden.

§ 2. Indien een ruimtelijke bestemmingswijziging nodig is om de verbintenissen van dit akkoord te kunnen nakomen, verbinden de gewesten zich ertoe om binnen een zo kort mogelijke termijn de noodzakelijke procedures op te starten, met inachtneming van alle reglementaire bepalingen die van toepassing zijn.

§ 3. Als de toelatingen zoals vermeld in artikel 8, § 1, voor het GEN-project niet binnen een redelijke termijn worden afgeleverd, en dit omwille van redenen die toe te schrijven zijn aan de gewestelijke administraties, of als voldoende elementen een ernstig risico aantonen in verband met deze administratieve afhandeling, licht de betrokken minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening de maatregelen toe die hij voorziet te nemen om de situatie op te lossen, dit tijdens een vergadering van het ECMM, zoals voorzien in het hoofdstuk 2 van het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het meerjarig investeringsplan 2001-2012 van de N.M.B.S.

Artikel 9

De federale regering verbindt zich ertoe dat de NMBS en Infrabel zo snel als mogelijk de dossiers betreffende de aanvragen voor administratieve toelatingen en vergunningen, nodig voor de realisatie van de projecten bedoeld in dit samenwerkingsakkoord en conform de planning die wordt bijgevoegd bij de uitvoerende samenwerkingsakkoorden, indienen bij de bevoegde gewestelijke overheden.

Artikel 10

1. De federale regering verbindt zich ertoe dat de NMBS en Infrabel zo spoedig mogelijk, binnen het kader van de afgesproken voorwaarden, het geheel van de GEN-werken in en rond Brussel voorzien in het overeenstemmende uitvoerend samenwerkingsakkoord, en waarvan de financiering is voorzien in de artikelen 2 en 11, §§ 1 en 2, realiseren.

§ 2. De federale regering verbindt zich ertoe dat de NMBS en Infrabel het geheel van de prioritaire spoorwegprojecten binnen de limieten van de voorziene federale financiering, en zoals opgenomen in bijlage 1 en waarvan de financiering is voorzien in de artikelen 2 en 11, §§ 1 en 2,

realiseren.

De federale regering verbindt zich ertoe dat de NMBS en Infrabel het geheel van de gewestelijke prioritaire spoorwegprojecten en werken, binnen de limieten van de voorziene gewestelijke financiering, die het voorwerp uitmaken van een bijkomende financiering door de gewesten, zoals voorzien in artikelen 5, §§ 1 en 2, en 12, realiseren.

§ 3. De federale minister bevoegd voor mobiliteit besteedt, met eerbiediging van de enveloppes vastgelegd in artikel 2, de budgettaire reserves aan bepaalde budgettaire overschrijdingen die tijdens de realisatie van deze investeringen aan het licht komen.

§ 4. In geval van significante afwijkingen ten opzichte van de prognoses, zullen er bijkomende uitvoerende samenwerkingsakkoorden afgesloten worden om de beoogde doelstellingen, met eerbiediging van de gewestelijke enveloppes en een spoedige realisatie van de werken, maximaal te vrijwaren.

§ 5. Als de corrigerende maatregelen enkel de federale Staat en één bepaald gewest aanbelangen kan het bijkomend samenwerkingsakkoord bilateraal zijn.

HOOFDSTUK 4

Gewestelijke prefinanciering

Artikel 11

1. De bedragen die nog niet geactiveerd werden betreffende de Waalse prefinanciering van het project « Gosselies » en betreffende het saldo van de Waalse prefinanciering van het project « Louvain-la-Neuve », voor een totaal bedrag van 255.430.412,37 euro 2016, bedoeld door de beslissing van de Ministerraad van 19 juli 2013 gevolgd door de beslissing van de Waalse Regering van 7 november 2013 herhaald tijdens het Overlegcomité van 24 februari 2016, worden, respectievelijk door Infrabel (202.318.030,23 euro 2016) en door de NMBS (53.112.382,11 euro 2016) gebruikt voor het financieren van de GEN-werken in Wallonië zoals beschreven in dit samenwerkingsakkoord.

§ 2. De prefinanciering ten laste van het Waalse Gewest voor de versnelling van de werken bestaat uit het dragen van de interestlasten van de leningen die effectief afgesloten worden door de NMBS en door Infrabel, elk voor hun deel, voor de realisatie van de desbetreffende werken en dit tot een maximaal bedrag van 25.289.850,84 courante euro, respectievelijk 20,33 miljoen courante euro voor de prefinanciering van Gosselies en 4.959.850,84 courante euro voor het saldo van de prefinanciering van Louvain-la-Neuve. De leningen worden afgesloten door de NMBS en Infrabel volgens de beste marktrente en na akkoord van het Waalse Gewest en de federale Staat. Ze worden geactiveerd in functie van de reële noden.

§ 3. Een uitvoerend samenwerkingsakkoord van dit akkoord moet afgesloten worden tussen de federale Staat en het Waalse Gewest voor wat betreft de modaliteiten van deze prefinanciering, dit impliceert het vastleggen van de betalingsmodaliteiten van de bijdrage van het gewest, de gevolgen van een vertraging inzake de betaling, de oorzaken van het herzien van het financieringscontract en de controlemodaliteiten die het gewest kan uitoefenen op de voortgang van de werken.

Deze twee partijen kunnen evenzeer, naar gelang het geval, beslissen om met het betrokken overheidsbedrijf onmiddellijk een prefinancieringscontract of een bijvoegsel bij het bestaande prefinancieringscontract af te sluiten. De voorgefinancierde bedragen en de niet door het gewest gedragen intresten worden teruggestort door de federale Staat ten laste van de klassieke dotaties.

§ 4. De bedragen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 zijn niet begrepen in de verdeelsleutel bedoeld in artikel 2. De terugbetalingen van deze prefinancieringen (deel kapitaal en de niet door het gewest gedragen intresten) daarentegen worden beheerd in het kader van de jaarlijkse investeringsprogramma's van de NMBS en Infrabel.

HOOFDSTUK 5

Bijkomende financiering

Artikel 12

Overeenkomstig artikel 92bis, § 4nonies, van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kunnen één of meerdere uitvoerende samenwerkingsakkoorden tussen de partijen afgesloten worden wanneer één of meerdere gewesten de investeringen zoals voorzien in artikel 92bis, § 4nonies, van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, bijkomend wensen te financieren.

De uitvoerende samenwerkingsakkoorden met betrekking tot de bijkomende financiering vermeld in het eerste lid, moeten op dezelfde dag ondertekend worden als het definitieve samenwerkingsakkoord voor wat betreft het uitvoerend samenwerkingsakkoord GEN, het uitvoerend samenwerkingsakkoord voor de Vlaamse prioritaire spoorwegprojecten en het uitvoerend samenwerkingsakkoord voor de strategische spoorwegprojecten gelet op de prioriteiten op het grondgebied van het Vlaamse Gewest.

HOOFDSTUK 6

Duur van het samenwerkingsakkoord

Artikel 13

Overeenkomstig artikel 92bis, § 4nonies, van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt het huidige samenwerkingsakkoord gesloten voor de duur van de strategische meerjareninvesteringsplannen zoals vermeld in bijlage 2.

Het engagement van de gewesten om de in dit samenwerkingsakkoord voorziene bedragen ter beschikking te stellen kan langer duren dan de looptijd van dit akkoord als de aangevatte werken tijdens deze periode niet opgeleverd worden en volgens de afgesproken bepalingen tussen de federale Staat en het betrokken gewest in het kader van het uitvoerend samenwerkingsakkoord.

Het deel van de prefinancieringen van de gewesten dat niet gebruikt is op het moment dat dit akkoord vervalt, kan gebruikt worden om de intrestlasten van de leningen te dekken zolang als nodig.

HOOFDSTUK 7

Slotbepalingen

Artikel 14

De partijen bij de projectgebonden uitvoeringscontracten kunnen, in het kader van deze contracten, overdrachten van gronden en onroerende goederen sluiten, noodzakelijk voor de uitvoering van de contracten.

Artikel 15

De geschillen tussen de partijen die voortvloeien uit de interpretatie en de uitvoering van dit akkoord worden beslecht door een jurisdictie zoals bedoeld in artikel 92bis, §§ 5 en 6, van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 16

Dit akkoord treedt in werking de dag na zijn goedkeuring door de federale Kamers, het Vlaamse Parlement, het Waalse Parlement en het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Hiertoe zal elke partij dit akkoord voorleggen aan zijn Parlement met het oog op het bekomen van de instemming ervan.

De bijlagen 1 en 2 maken integraal deel uit van dit samenwerkingsakkoord.

Opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren waarvan elke contracterende partij verklaart er één te hebben ontvangen, op 5 oktober 2018.

De Eerste minister,

Ch. MICHEL

De Minister van Mobiliteit,

Fr. BELLOT

De Minister-President van de Vlaamse regering,

G. BOURGEOIS

De Vlaamse Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn,

B. WEYTS

De Minister-President van de Waalse regering,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische transitie, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer,
Dierenwelzijn en Industrie,

C. DI ANTONIO

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

De Brussels Minister van Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

**Bijlagen 1 en 2 bij het samenwerkingsakkoord
betreffende de financiering van strategische
spoorweginfrastructuren**

**Annexes 1 et 2 à l'accord de coopération relatif
au financement des infrastructures ferroviaires
stratégiques**

**Bijlage 1 van het samenwerkingsakkoord van 5 oktober 2018
Annexe 1 de l'accord de coopération du 5 octobre 2018**

v6 du 06/07/2018

**Strategische investeringsprojecten op het grondgebied van de Gewesten, buiten GEN
Projets d'investissement stratégiques sur le territoire des Régions, hors RER**

Project	Federale bijdrage	Regionale bijkomende financiering
Projet	Contribution fédérale	Financement additionnel de la Région
Vlaams Gewest		
V-1 : beseinen regelmatig gebruikte spoorbundels Antwerpen rechteroever : volledig project	221,00	100,00
V-1 : VL cofinanciering studie tot en met realisatie (2018 - 2021)		
V-2: L59 Antwerpen – Gent: derde spoor tussen Lokeren en Sint-Niklaas : studies en eerste werken (afschaffen overwegen)		
V-2: VL cofinanciering studies (2018) 50%		
V-2: VL cofinanciering werken (2019 - 2022)		
V-3 en 4 : L15 Zonhoven-Balen en L18 Hasselt - Neerpelt : elektrificatie L15 - volledig project		
V-4 : VL cofinanciering werken tot en met realisatie (2018 ev) - L15 - elektrificatie : L18 - studies en eerste werken		
V-3 en 4 : VL cofinanciering studies en eerste werken (2018 ev) 50%		
V-5 en 6: spoorlijn 58 Gent – Eeklo – Maldegem en spoorlijnen 204 : studies en eerste werken voor Lijn 204		
V-5 en 6: VL cofinanciering studies en eerste werken (2019 ev)		
V-7: spoorlijn 52 Puurs - Dendermonde : studies met het oog op realisatie		
V-7:: VL cofinanciering studies met het oog op realisatie		
V-8: spoorlijn 57 Aalst - Dendermonde : studies met het oog op realisatie		
V-8: VL cofinanciering studies met het oog op realisatie		
V-9: spoorlijn 19 Mol – Neerpelt – Hamont : elektrificatie - volledig project		
V-9: VL cofinanciering studies (2018) 50%		
V-9: VL cofinanciering werken: fase korte termijn (2018 ev)		
V-9: VL cofinanciering werken: fase lange termijn (2024 ev)		
V-9: spoorlijn 19 Mol – Neerpelt – Hamont : elektrificatie fase lange termijn		
V-11: tweede spoorontsluiting haven van Antwerpen : studies + toevoeging vertakking Oude Landen		
V-11: VL cofinanciering studies (2018) 50%		
V-11 : VL cofinanciering werken Oude Landen + eerste werken 2de spoorontsluiting		
V-10: bevorderen van de combi-mobiliteit in de GEN zones Brussel, Antwerpen en Gent: volledig project		
V-10: VL cofinanciering studies + werken		
L50A – Brussel–Oostende: aanleg van een 3de en 4de spoor tussen Gent en Brugge	106,10	0,00
Aanpassing van de haven van Gent aan de Europese normen		
Aanpassing van de goederencorridors aan de Europese normen (750m, ...)		
Focus op de klant buiten combi-mobiliteit : stations van L50A	41,18	0,00
Focus op de klant buiten combi-mobiliteit : overige stations		
Totaal (mio courante €)	368,28	100,00
Reserve - VL	2,97	
"Fysieke werken + reserve" (courante €)	371 248 743,77	
Région wallonne		
Axe Bruxelles-Luxembourg	39,64	32,48
Park & Ride de Viville		
Accès à l'aéroport de Gosselies		
Athus-Mont St Martin et surcoût		
Corridor mer du nord-méditerranée (Athus-Meuse)		
Quiévrain-frontière		
Corridor dorsale wallonne-Paris via Erquennes		
Dinant-Givet		
Focus sur le Client	29,17	0,00
Total (mio € courants)	68,81	32,48
Reserve - WA	0,12	
"Travaux physiques + réserve" (€ courants)	68 931 336,31	
Brussels Hoofdstedelijk Gewest / Région de Bruxelles-Capitale		
Focus op de klant / Focus sur le Client	19,12	0,00
Totaal (mio courante €) / Total (mio € courants)	19,12	0,00
Reserve/Réserve - BR	0,03	
"Fysieke werken + reserve" (courante €) / "Travaux physiques + réserve" (€ courants)	19 147 593,42	

Bijlage 2 van het samenwerkingsakkoord van 5 oktober 2018
Annexe 2 de l'accord de coopération du 5 octobre 2018

Bijkomende financiering GEN en prioritaire infrastructuur - Uitgaven op de gewestelijke sleutel

		TOTAAL	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
INFRABEL NMBS VL	60%	448,4	21,1	54,3	85,7	114,4	76,2	22,2	10,2	18,7	23,8	4,8	4,6	4,3	3,2	4,8
INFRABEL NMBS WAL	40%	298,9	23,8	46,0	54,4	55,7	60,7	19,7	2,6	8,3	15,3	3,0	3,0	2,9	2,1	1,3
TOTAAL		747,3	44,9	100,3	140,1	170,1	137,0	41,9	12,8	27,0	39,1	7,8	7,6	7,2	5,3	6,1
Gecumuleerde bedragen																
INFRABEL NMBS VL	60%	448,4	21,1	75,4	161,1	275,5	351,8	373,9	384,2	402,9	426,7	431,5	436,1	440,4	443,6	448,4
INFRABEL NMBS WAL	40%	298,9	23,8	69,8	124,2	179,9	240,6	260,4	263,0	271,2	286,6	289,5	292,6	295,5	297,6	298,9
TOTAAL		747,3	44,9	145,2	285,3	455,4	592,4	634,3	647,2	674,1	713,2	721,1	728,7	735,9	741,2	747,3
		VG	47%	52%	56%	61%	59%	59%	59%	60%	60%	60%	60%	60%	60%	60%
		RW	53%	48%	44%	39%	41%	41%	41%	40%	40%	40%	40%	40%	40%	40%

Financement complémentaire RER et infrastructures prioritaires - Dépenses sur la clé régionale.

		TOTAL	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
INFRABEL SNCB VL	60%	448,4	21,1	54,3	85,7	114,4	76,2	22,2	10,2	18,7	23,8	4,8	4,6	4,3	3,2	4,8
INFRABEL SNCB WAL	40%	298,9	23,8	46,0	54,4	55,7	60,7	19,7	2,6	8,3	15,3	3,0	3,0	2,9	2,1	1,3
TOTAL		747,3	44,9	100,3	140,1	170,1	137,0	41,9	12,8	27,0	39,1	7,8	7,6	7,2	5,3	6,1
Montants cumulés																
INFRABEL SNCB VL	60%	448,4	21,1	75,4	161,1	275,5	351,8	373,9	384,2	402,9	426,7	431,5	436,1	440,4	443,6	448,4
INFRABEL SNCB WAL	40%	298,9	23,8	69,8	124,2	179,9	240,6	260,4	263,0	271,2	286,6	289,5	292,6	295,5	297,6	298,9
TOTAL		747,3	44,9	145,2	285,3	455,4	592,4	634,3	647,2	674,1	713,2	721,1	728,7	735,9	741,2	747,3
		VG	47%	52%	56%	61%	59%	59%	59%	60%	60%	60%	60%	60%	60%	60%
		RW	53%	48%	44%	39%	41%	41%	41%	40%	40%	40%	40%	40%	40%	40%

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/40889]

4 AVRIL 2019. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Modifications de l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes

Art. 2. À l'article 81 de l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes (ci-après dénommée « l'ordonnance »), qui remplace l'article 101 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après dénommé « le Code »), le mot « délinquance » utilisé au § 1^{er} du nouvel article 101 est remplacé par le mot « notification ».

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/40889]

4 APRIL 2019. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen

Art. 2. In artikel 81 van de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen (hierna « de ordonnantie »), dat artikel 101 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna « het Wetboek ») vervangt, wordt het woord « afgifte » dat gebruikt wordt in § 1 van het nieuwe artikel 101 vervangen door het woord « kennisgeving ».